

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Cour internationale de
justice/Élections/Candidature de M.
Ronny Abraham/Soutien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères -
Kosovo/Entretien de Mme Nathalie
Loiseau avec M. Behgjet Pacolli,
ministre des affaires étrangères -
Union européenne/Déplacement de
Mme Nathalie Loiseau à Nantes -
Liban - Arabie saoudite - Iran -
Togo - Climat - Birmanie
(Paris, 08 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Cour internationale de justice - Élections - Candidature de M. Ronny Abraham - Soutien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères

Le conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations unies procèderont le 9 novembre par un vote au renouvellement de cinq des quinze juges de la Cour internationale de justice.

Notre compatriote Ronny Abraham est candidat pour un nouveau mandat. Comme l'a souligné M. Jean-Yves Le Drian en août à l'occasion de la semaine des ambassadeurs, «à l'heure où le rôle de la Cour internationale de justice dans le règlement des différends internationaux et l'énoncé des règles de droit va croissant, la réélection du juge français Ronny Abraham constitue une priorité essentielle». Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'est entretenu avec lui le 30 octobre à l'occasion de son déplacement à New York pour la clôture de la présidence française du conseil de sécurité.

Conseiller d'État, directeur des affaires juridiques du Quai d'Orsay de 1998 à 2005, assurant les fonctions de jurisconsulte et d'agent de la France devant la Cour internationale de justice, la Cour européenne des droits de l'Homme, la Cour de justice des communautés européennes et devant des tribunaux arbitraux internationaux, M. Ronny Abraham a régulièrement représenté la France dans de nombreuses enceintes internationales. Son élection par ses pairs comme président de la Cour internationale de justice le 6 février 2015 a confirmé la reconnaissance unanime dont il bénéficie.

Créée par la Charte des Nations unies, la Cour internationale de justice est l'organe judiciaire

principal des Nations unies. Sa mission est de régler, conformément au droit international, les différends qui lui sont soumis par les États et de donner des avis consultatifs sur les questions juridiques soulevées par les organes et les institutions spécialisées de l'ONU. Sa mission est donc au coeur du règlement pacifique des différends, principe consacré par la Charte des Nations unies. Ses décisions lient les États qui lui soumettent un différend.

Depuis sa première séance inaugurale le 18 avril 1946, la Cour internationale de justice a rendu 126 arrêts sur des questions très diverses (frontières terrestres, délimitations maritimes, souveraineté territoriale, non recours à la force, violations du droit humanitaire international, non-ingérence dans les affaires intérieures des États, relations diplomatiques ou encore droits économiques). Elle a également rendu 27 avis consultatifs sur des sujets particulièrement sensibles : conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo, conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans les Territoires palestiniens, statut territorial du Sahara occidental ou du Sud-Ouest africain (Namibie), licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, ou encore admission d'États à l'ONU.

2 - Kosovo - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec M. Behgjet Pacolli, ministre des affaires étrangères (Paris, 8 novembre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, a reçu le 8 novembre M. Behgjet Pacolli, premier vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères du Kosovo.

Les échanges ont porté sur le développement de nos relations bilatérales, notamment politiques et économiques.

Mme Nathalie Loiseau a invité les autorités du Kosovo à poursuivre la mise en oeuvre des réformes dans les domaines politique, économique et sécuritaire, et souligné la nécessité d'un plein respect des critères définis en vue du rapprochement avec l'Union européenne.

Les ministres ont en particulier rappelé l'importance du dialogue entre Pristina et Belgrade, qu'anime Mme Federica Mogherini, Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Ils ont fait le point sur la coopération régionale entre les pays des Balkans occidentaux et sur les activités de l'office régional de coopération pour la jeunesse.

3 - Union européenne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Nantes (9 novembre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend le 9 novembre à Nantes pour y rencontrer notamment des porteurs de projets représentatifs de la contribution des associations, partenaires essentiels de l'action publique, aux politiques européennes.

Elle échangera avec des représentants d'«Alliance Europa», regroupement porté par l'Université de Nantes qui associe établissements d'enseignement supérieur, collectivités locales et associations. Il lui présentera notamment un projet innovant de laboratoire d'innovation sociétale (la «Fabrique des idées européennes»).

Mme Nathalie Loiseau s'entretiendra également avec les acteurs du futur «Pôle Europe», qui visera à accroître la visibilité des associations nantaises impliquées dans les questions européennes. Elle participera, avec des lycéens de terminale du lycée Nelson Mandela, à une intervention de l'association «Graine d'Europe» sur la citoyenneté européenne. Elle se rendra enfin dans les studios d'«Euradio Nantes», radio associative dédiée à l'actualité européenne.

4 - Liban

Q - L'Arabie saoudite accuse le Liban de lui avoir déclaré la guerre. Dans ce contexte, est-ce que la France soutient encore le gouvernement libanais ?

R - La France se tient aux côtés du Liban et réaffirme son ferme attachement à son unité, à sa souveraineté et à sa stabilité.

Elle estime que le bon fonctionnement des institutions en est une condition importante.

C'est un message qu'elle adresse à l'ensemble des partis libanais et à la communauté internationale.

5 - Arabie saoudite

Q - Que pense la France de la vague d'arrestations en Arabie Saoudite ?

R - L'Arabie Saoudite est un partenaire important de la France au Moyen-Orient.

Nous sommes attentifs à l'actualité dans ce pays.

6 - Iran

Q - Les États-Unis ont accusé l'Iran hier d'avoir violé deux résolutions du conseil de sécurité des Nations unies. Ils en appellent à une réaction. Est-ce que la France est d'accord avec cette analyse et souhaite aussi que le conseil de sécurité agisse ?

R - La France suit avec attention la situation régionale au Moyen-Orient.

Nous prenons au sérieux ces indications américaines et accordons la plus haute importance au respect par l'Iran de l'ensemble de ses obligations internationales, notamment les interdictions de transfert d'armes prévues par les résolutions 2216 et 2231 du Conseil de sécurité des

Nations unies.

7 - Togo

Q - Est-ce que le ministère des affaires étrangères va approuver la vente de 5 hélicoptères d'attaque de type Gazelle au Togo ?

R - La décision d'exportation de ce type de matériels est prise en France sous la responsabilité du Premier ministre, après avis de la commission interministérielle pour l'étude de l'exportation des matériels de guerre (CIEEMG) à laquelle le ministère de l'Europe et des affaires étrangères participe.

La France respecte strictement ses engagements internationaux en la matière et est transparente sur les exportations d'armement, qui font l'objet d'un rapport soumis chaque année au Parlement.

8 - Climat

Q - La Syrie a déclaré son intention de se rallier à l'accord de Paris sur le climat. Quelle est votre réaction et est-ce que vous avez l'intention d'inviter un représentant du gouvernement syrien au sommet du 12 décembre à Paris ?

R - Adopté le 12 décembre 2015 à la COP21, l'accord de Paris a pour objectif de contenir l'élévation de la température globale à moins de 2°C, de renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique et d'orienter les flux financiers vers des activités économiques à faibles émissions de gaz à effet de serre. Cet objectif ne peut être atteint que par une prise de conscience universelle de tous les acteurs internationaux. 170 parties ont d'ores et déjà ratifié l'accord et nous souhaitons que cette dynamique se poursuive.

Le sommet du 12 décembre à Paris a vocation à réunir les acteurs-clés du monde de la finance et du climat. La Syrie n'a pas été invitée.

9 - Birmanie

Q - Est-ce-que la France est favorable à des sanctions additionnelles contre les militaires birmans après la déclaration du conseil de sécurité ?

R - Dans la continuité du conseil affaires étrangères du 16 octobre et de la déclaration présidentielle adoptée par le conseil de sécurité le 6 novembre, nous poursuivons la réflexion avec nos partenaires européens sur d'éventuelles mesures restrictives à l'encontre des forces armées birmanes.

Nous soutenons l'engagement du gouvernement civil birman à organiser, en lien avec les Nations unies, le retour volontaire des réfugiés et une assistance humanitaire sûre et sans entrave. Nous réitérons notre soutien à la transition démocratique birmane menée par Aung San Suu Kyi./.